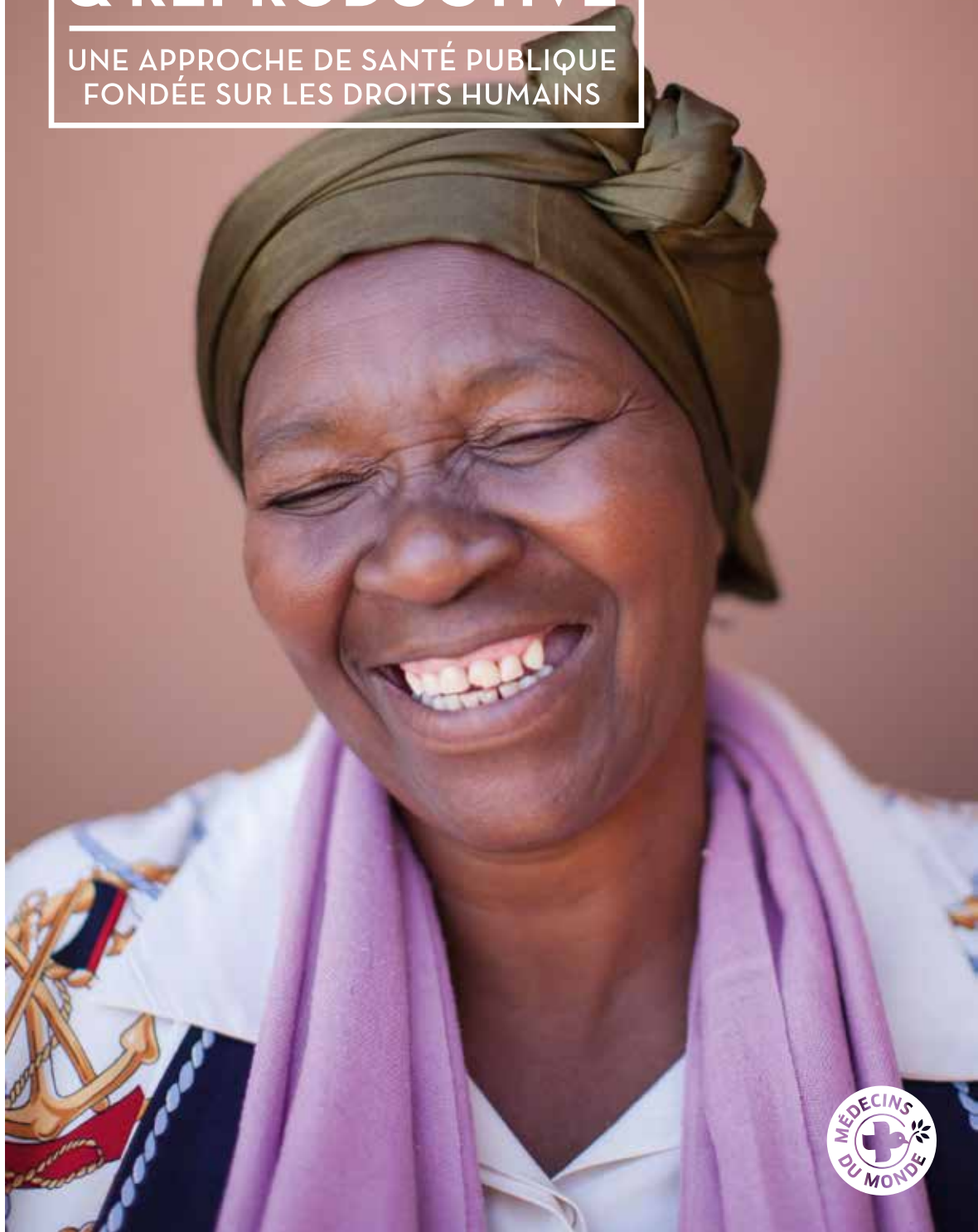


SANTÉ SEXUELLE & REPRODUCTIVE

UNE APPROCHE DE SANTÉ PUBLIQUE
FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS





POURQUOI AGIR ?
P.3



DE QUOI PARLE-T-ON ?
P.5



PRINCIPES D'INTERVENTION
P.9



GROSSESSES NON DÉSIRÉES
P.12



SSR EN CONTEXTE DE CRISE
P.14



CANCER DU COL DE L'UTÉRUS
P.16



FOCUS PROJETS
P.20

MÉDECINS DU MONDE

LA SANTÉ SEXUELLE & REPRODUCTIVE

UNE APPROCHE DE SANTÉ PUBLIQUE
FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS



POURQUOI AGIR ?

Association médicale de solidarité internationale, Médecins du Monde soigne les populations les plus vulnérables ainsi que les victimes de conflits armés et de catastrophes naturelles.

Association indépendante, elle agit au-delà du soin. Elle dénonce les atteintes à la dignité et aux droits humains et se bat aux côtés de ces populations pour améliorer leur situation.

Médecins du Monde est engagé depuis plus de trente ans dans des projets de santé sexuelle et reproductive (SSR). Par SSR, Médecins du Monde entend « le bien-être général, tant physique que mental et social, de la personne humaine pour tout ce qui concerne l'appareil génital, ses fonctions et son fonctionnement et non pas seulement l'absence de maladies ou d'infirmités » (CIPD, Le Caire, 1994).

Au cours des vingt dernières années, les gouvernements et institutions internationales ont pris conscience de la nécessité d'inscrire la SSR dans leurs priorités d'action. Plusieurs textes adoptés par de nombreux pays témoignent de cet engagement et offrent un cadre de référence pour développer des projets de SSR. Médecins du Monde se base sur ce cadre pour promouvoir les droits sexuels et reproductifs dans ses zones d'intervention.

225 millions de femmes qui préféreraient différer ou éviter une grossesse n'ont toujours pas accès à une contraception sûre et efficace. Chaque année, 1/3 des 213 millions de grossesses dans le monde n'est pas désirée. Parmi ces grossesses non désirées, 1 sur 4 donne lieu à un avortement à risque. Près de 50 000 femmes décèdent tous les ans suite à un avortement pratiqué hors de tout cadre médical, ce qui représente 13% de la mortalité maternelle dans le monde.

Les pays avec le plus haut taux de décès maternels sont des pays qui sont en conflit ou ayant récemment vécu un conflit. Dans les contextes de crise, les femmes sont particulièrement exposées aux risques de violences liées au genre.

Plus de 270 000 femmes meurent chaque année d'un cancer du col de l'utérus. Plus de 85 % de ces décès surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire où l'accès au dépistage et au traitement est insuffisant.

Parmi les 17 objectifs de développement durable (ODD) qui engagent les États à l'horizon 2030, les objectifs 3 et 5 intègrent spécifiquement l'amélioration de l'accès aux services de SSR. La garantie des droits humains pour tous, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles y sont reconnus comme éléments essentiels à la réalisation de l'ensemble des ODD. S'il est à déplorer que les droits sexuels ne soient pas explicitement mentionnés, le consensus international offre cependant un socle qui va bien au-delà des ambitions fixées par les objectifs du millénaire pour le développement en 2000.



DE QUOI PARLE-T-ON ?

UNE APPROCHE DE SANTÉ PUBLIQUE FONDÉE SUR LES DROITS HUMAINS

Dans un contexte international menaçant les droits des femmes, certains fondamentaux, notamment issus de la Déclaration et du Programme d'action de Pékin (quatrième Conférence mondiale sur les femmes, 1995) sont remis en cause. Une grande majorité de femmes n'a toujours pas accès à des soins de qualité, ce qui a des conséquences dramatiques en termes de santé publique.

Médecins du Monde plaide pour une application des textes de référence sur les droits humains, et en particulier les droits sexuels et reproductifs. Médecins du Monde soutient activement le droit des femmes à disposer de leur corps, à avoir ou non des enfants, à choisir le nombre de leurs enfants et l'espacement entre les naissances. L'exercice des droits sexuels et reproductifs conditionne et renforce l'exercice des autres droits humains fondamentaux, et permet également de prévenir l'entrée dans le cercle vicieux des inégalités et de la pauvreté.

Les engagements de Médecins du Monde en SSR s'articulent à travers une double approche : **une offre de soins globale, équitable, accessible et de qualité ainsi qu'un plaidoyer en faveur des droits sexuels et reproductifs.**



Quelques acquis de la Conférence de Pékin en matière de droits sexuels et reproductifs :

- Décider librement et de manière responsable de tous les aspects de la sexualité ;
- Ne subir aucune discrimination, coercition ou violence dans la vie sexuelle ;
- Décider librement du nombre d'enfants souhaité, de l'espacement et du moment des naissances et disposer de l'information, de l'éducation et des moyens nécessaires pour le faire.

La SSR suppose qu'une personne « peut mener une vie sexuelle satisfaisante et en toute sécurité, qu'elle est capable de procréer et libre de le faire aussi souvent ou aussi peu souvent qu'elle le désire. [Cela] implique qu'hommes et femmes ont le droit d'être informés et d'utiliser la méthode de planification familiale de leur choix (...), le droit d'accéder à des services de santé qui permettent aux femmes de mener à bien grossesse et accouchement et donne aux couples toutes les chances d'avoir un enfant en bonne santé. »

Conférence du Caire, paragraphe 7.2.

UNE APPROCHE FONDÉE SUR LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS DE GENRE

Les inégalités de genre s'expriment par des disparités d'accès à l'éducation, aux soins, au travail, à un salaire décent, à des responsabilités, à des mandats politiques. Lutter contre ces

inégalités, c'est questionner la répartition des rôles et des activités des femmes et des hommes pour tendre vers un équilibre des rapports de pouvoir entre les sexes. Les interventions de Médecins du Monde visent à réduire les inégalités de genre, notamment en ce qui concerne l'accès aux services de santé, mais aussi en favorisant la liberté de décision des femmes quant à leur santé et celle de leur famille.

« Le genre [...], élément constitutif de rapports sociaux fondés sur des différences perçues entre les sexes, [...] est une façon première de signifier des rapports de pouvoir. »

J.W. Scott, 1988

Les 3 dimensions de l'approche genre

- Un concept : l'approche genre analyse les rapports de pouvoir entre les femmes et les hommes fondés sur l'assignation des rôles socialement construits en fonction du sexe.

- Un objectif : elle promeut l'égalité des droits, ainsi qu'un partage équitable des ressources et responsabilités entre les femmes et les hommes.

- Une méthodologie : elle produit une analyse comparée de la situation des femmes et des hommes tant d'un point de vue économique que d'un point de vue social, culturel et politique. Elle est transversale et aborde tous les champs du développement.

Les inégalités de genre sont un obstacle majeur au respect des droits sexuels et reproductifs et à l'accès aux soins. Reconnaître ces droits implique une équité de genre, la reconnaissance des diverses orientations sexuelles, de participer à la lutte contre les violences liées au genre, contre le trafic des personnes et l'exploitation sexuelle. Dans le cadre de ses projets, Médecins du Monde considère que les services de santé sexuelle et reproductive constituent une porte d'entrée privilégiée afin d'identifier, orienter ou prendre en charge les personnes ayant subi des violences liées aux genres (VLG).

« Le développement complet d'un pays, le bien-être du monde et la cause de la paix demandent la participation maximale des femmes à égalité avec les hommes, dans tous les domaines. »

Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979, Assemblée générale des Nations unies)



CONTINUUM DE SOINS EN SSR



LES COMPOSANTES ESSENTIELLES DU CONTINUUM DANS LA VIE D'UNE FEMME



Prévention des infections sexuellement transmissibles



Accès à la contraception



Prévention de la transmission du VIH parents-enfants



Protection contre les violences liées au genre

PRINCIPES D'INTERVENTION

PROMOUVOIR LE CONTINUUM DE SOINS EN SSR

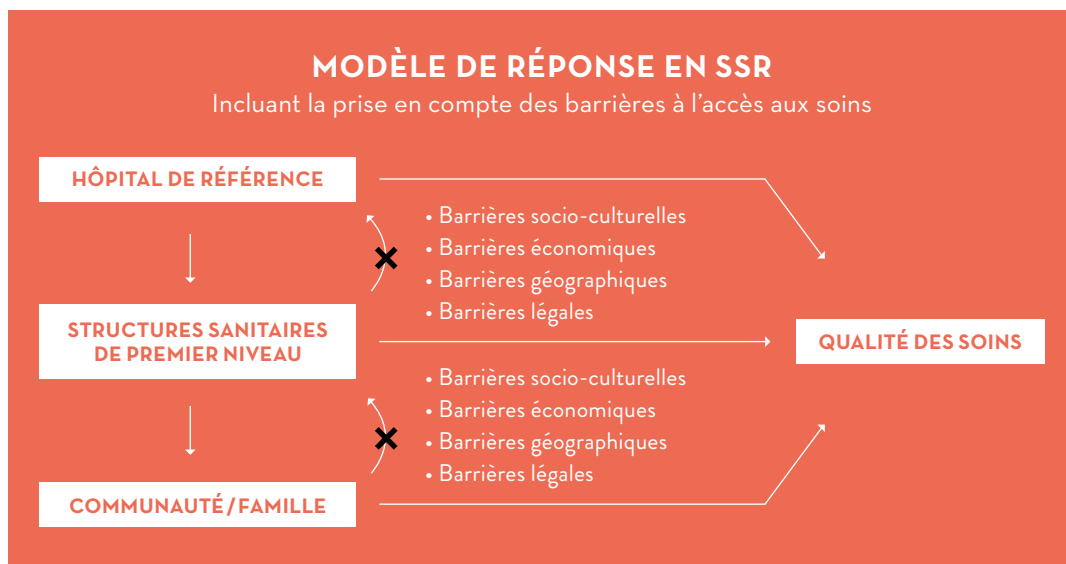
Médecins du Monde agit pour une prise en charge globale afin que les adolescentes et les adolescents, les femmes et les hommes puissent avoir accès à l'information, à des services de qualité à chaque étape de leur vie et ainsi être accompagnés dans leurs choix et décisions. Cela implique de garantir un continuum de soins qui va de la communauté aux services de référence en passant par les structures sanitaires de proximité – et donc un système de référencement efficace.

Pour renforcer ce continuum de soins, il est essentiel de favoriser l'accès aux services de santé et l'exercice du droit à la santé. Quatre dimensions sont prises en compte : les barrières légales et administratives, les barrières géographiques (distances des services, absence de moyens de transports), les barrières financières (coûts directs et indirects) ainsi que les déterminants socioculturels (absence de pouvoir de décision, de liberté de mouvement ou de maîtrise du budget familial par les femmes). Médecins du Monde soutient les initiatives permettant la levée de l'ensemble de ces barrières pour rendre les services de SSR disponibles et accessibles. Par exemple, en France, la médiation sanitaire et sociale est un des leviers pour améliorer l'accès aux soins disponibles. Elle permet également aux acteurs d'améliorer leur représentation des populations et de comprendre leurs difficultés.

INTÉGRER UNE DÉMARCHÉ COMMUNAUTAIRE ET TRAVAILLER EN RÉSEAU

Les différents services de SSR doivent être intégrés entre eux et avec les services de soins de santé primaires. Médecins du Monde intervient pour soutenir et renforcer les systèmes publics de santé en tant que garant de l'accessibilité du droit à la santé. Pour assurer l'ensemble du continuum de soins, la mobilisation et la mise en relation de l'ensemble des acteurs de santé est nécessaire. Ainsi, Médecins du Monde travaille en réseau avec des associations de la société civile, des organisations communautaires, ainsi que les autorités sanitaires.

La participation active des communautés est un élément essentiel à la mise en œuvre de projets adaptés aux besoins, accessibles, efficaces et apportant un changement durable. Des actions conjointes participent au renforcement des capacités des populations, en particulier des femmes, pour un plus grand contrôle sur leur propre santé.







QUELS COMBATS ?

PRÉVENTION ET PRISE EN CHARGE DES GROSSESSES NON DÉSIRÉES

Une trop grande majorité de jeunes filles et de femmes, en particulier dans les pays en développement, n'ont aucun contrôle sur leur vie sexuelle : leur accès à la contraception est limité et par conséquent, elles ne sont pas à même de prévenir une grossesse. Médecins du Monde soutient activement le droit de toute femme à pouvoir recourir à une méthode de contraception sûre et efficace pour éviter une grossesse non désirée et avoir accès à une interruption volontaire de grossesse (IVG) sans risque et légale, le cas échéant.

La problématique des grossesses non désirées continue de se heurter à de fortes oppositions au niveau international, rendant les avancées en la matière encore très fragiles et limitées. Pourtant, les grossesses non désirées représentent un véritable enjeu de santé publique et figurent parmi les principaux facteurs de morbi-mortalité maternelle. Elles sont la cause

de nombreux avortements pratiqués dans des conditions sanitaires médiocres ou de ruptures dans le parcours de vie des jeunes filles ou des femmes n'ayant pas planifié leur grossesse.

Notre mobilisation se traduit par le renforcement des services de santé et un plaidoyer pour faire progresser durablement le droit des femmes et des adolescentes à disposer de leur corps, dans chaque pays d'intervention mais aussi en France. Là où l'exercice des droits sexuels et reproductifs n'est pas pleinement effectif, Médecins du Monde agit avec des acteurs de la société civile et des professionnels de santé pour permettre la levée des barrières entravant l'accès à l'éducation sexuelle, à des méthodes de contraception sûres et efficaces et à la prise en charge des grossesses non désirées. Nous travaillons particulièrement avec les plateformes nationales et régionales en Amérique latine et en Afrique francophone.

RÉPONSE AUX BESOINS DE SSR DANS LES CONTEXTES DE CRISE

Les contextes de crise déstabilisent les systèmes de santé et augmentent souvent les inégalités de genre, renforçant ainsi la difficulté des femmes à accéder aux services de santé et à une prise en charge adaptée à leurs besoins. Du fait de difficultés économiques, sociales et sécuritaires accrues, les femmes et les jeunes filles sont confrontées à des situations rendant difficile la prise de décision (par rapport à leur choix de vie, à l'accès aux services de santé et l'exercice de leurs droits).

Par ailleurs, l'isolement qui peut survenir lors de déplacements de populations aggrave les situations de vulnérabilité vécues. La promiscuité, la perte de moyens de subsistance, le manque d'accès aux moyens de prévention sont autant de déterminants qui peuvent entraîner une plus grande prévalence des violences, de la transmission des infections sexuellement transmissibles (IST), dont le VIH, des grossesses non désirées. Le sentiment d'impunité est aussi un facteur important pouvant expliquer une augmentation des violences.

En tant qu'acteur médical, Médecins du Monde s'engage à prendre en charge les besoins en SSR et à dénoncer les violences vécues par les populations dans les contextes de crise. Nous apportons une réponse globale et pluridisciplinaire, en lien avec les autres acteurs présents. Nous intervenons à la fois dans des zones de conflits (Syrie, République centrafricaine, Ukraine, Colombie) et lors de catastrophes naturelles (Népal). Au cours de ces interventions, nous renforçons l'intégration des services minimums de SSR dès le début de la réponse humanitaire et nous alertons les décideurs en cas de situations d'entrave aux droits humains fondamentaux (droit à l'intégrité physique, à la sécurité, à la santé...).





PRÉVENTION DU CANCER DU COL DE L'UTÉRUS

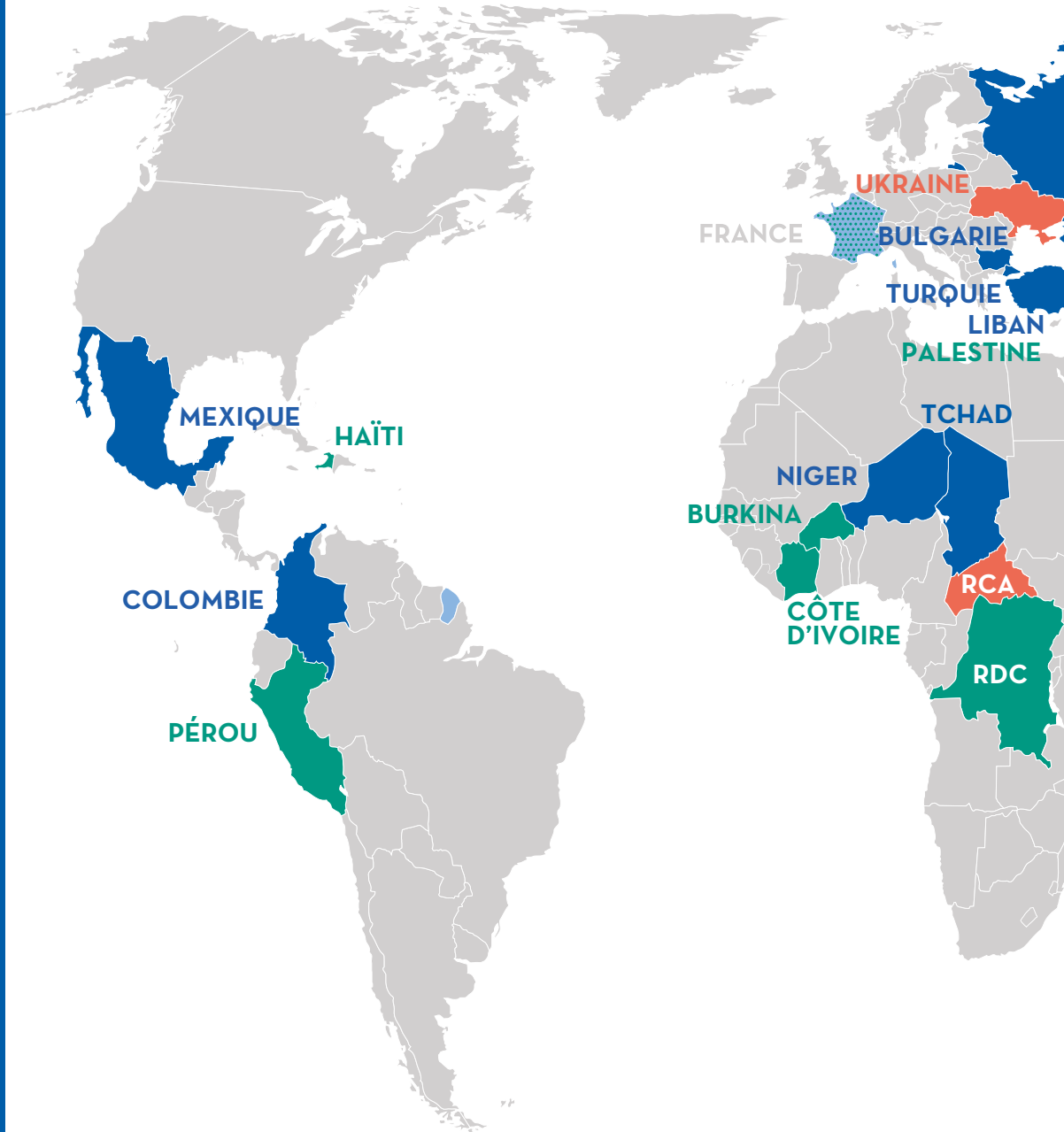
Plus de 270 000 femmes meurent chaque année d'un cancer du col de l'utérus ; une pathologie due à une infection par un papillomavirus humain (HPV) transmise par voie sexuelle qui pourrait être évitée dans la majeure partie des cas grâce à un dépistage adapté. Plus de 85 % des décès surviennent dans des pays à revenu faible ou intermédiaire où l'accès au dépistage et au traitement est insuffisant.

La prévention et la détection des lésions précancéreuses suivies d'un traitement approprié, quand cela est nécessaire, sont essentielles pour prévenir les 530 000 nouveaux cas de cancer du col de l'utérus diagnostiqués chaque année et ceux qui ne le sont pas.

Des outils de dépistage peu coûteux et de faible technicité existent. Leur mise en œuvre pourrait réduire le fardeau des décès par cancer du col dans les pays en développement mais les moyens manquent pour permettre l'accès des femmes à des moyens de prévention simples et efficaces.

En France, Médecins du Monde soutient l'accès au dépistage par frottis des femmes en situation de précarité ou d'exclusion à travers des séances d'information et la proposition d'un kit d'auto-prélèvement HPV. L'objectif de cette démarche est de proposer des outils facilitant l'accès à l'information et à une première ligne de dépistage. En 2016, l'intégration de cette problématique au sein de nos projets à l'international sera renforcée en vue de promouvoir l'accès des femmes aux moyens de prévention quelles que soient les situations socio-économiques et les précarités existantes.

CARTE DES PROJETS





Médecins du Monde s'investit au sein de réseaux régionaux en Amérique latine, en Afrique et en Asie pour la promotion des droits sexuels et reproductifs pour toutes et tous.



- Intervention SSR « cancer du col de l'utérus »
- Intervention SSR « contexte de crise »
- Intervention SSR « grossesses non désirées »
- Projets avec une composante SSR

FOCUS SUR QUELQUES PROJETS





RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Favoriser l'accès à la contraception et à des services de santé sexuelle et reproductive des adolescentes de Kinshasa.

En RDC, plus d'une adolescente sur quatre est enceinte avant l'âge de 19 ans et parmi les jeunes filles de 15 à 19 ans, on estime que 31 % ont des besoins non satisfaits en matière de contraception. Pourtant, l'accès à la contraception reste illégal pour les mineur.e.s et l'avortement n'est autorisé qu'en cas de danger pour la vie de la femme. Face à cette situation, de nombreuses jeunes filles sont exclues de leur famille, de leur communauté, ou sont amenées à mettre un terme à leur scolarité, comme le démontre une étude réalisée par Médecins du Monde en 2015.

Pour répondre à cette problématique, Médecins du Monde et ses partenaires, en lien avec les autorités locales et nationales, interviennent dans plusieurs zones de santé de Kinshasa afin d'améliorer la santé sexuelle et reproductive des jeunes de 10 à 24 ans. Avec l'ONG HPP-Congo, Médecins du Monde mobilise les différents groupes communautaires pour aborder les aspects liés à la sexualité, améliorer les connaissances et discuter les pratiques auprès des jeunes et des familles en matière d'infections sexuellement transmissibles dont le VIH, de violences sexuelles et de contraception. Ainsi, les clubs de jeunes et les groupes actions familles qui sont appuyés par les animateurs de HPP-Congo facilitent le

dialogue entre les membres de la communauté, particulièrement les jeunes filles et garçons dans un espace sécurisé. Ils permettent de transmettre différentes informations sur les services de santé et les modes de prévention existants. Un système de référencement est assuré pour que les jeunes aient un accès facilité aux services de SSR au sein des structures de santé qui se situent à proximité de leur lieu de vie. Nous avons aussi aménagé des espaces conviviaux où les jeunes peuvent se rencontrer au sein des structures de santé afin de favoriser le lien entre ceux-ci et les professionnels de santé. Médecins du Monde travaille avec les centres de santé afin de garantir la disponibilité d'une offre de soins de qualité répondant aux besoins des jeunes et favorisant leur accueil sans juger leur situation. Pour cela, les professionnels de santé sont formés aux droits sexuels et reproductifs et à la prise en charge conviviale des jeunes, les structures dotées en intrants et équipements, etc.

Médecins du Monde soutient aussi la société civile dans ses actions en faveur de la reconnaissance du droit au libre accès à la contraception pour tous et pour l'introduction de la question des grossesses non désirées dans le débat public. Dans ce cadre, l'association participe activement aux coalitions nationales (tel que le Comité technique multi-sectoriel permanent pour le repositionnement de la planification familiale en RDC), travaillant sur la révision des lois et réglementations actuelles.





HAÏTI

Renforcer l'accès et la qualité des soins de santé préventifs et curatifs liés aux grossesses non désirées dans la métropole de Port-au-Prince.

Le code pénal haïtien interdit l'interruption volontaire de grossesse. Et pourtant les avortements se pratiquent massivement, dans la clandestinité et des conditions sanitaires désastreuses. Une enquête menée en 2013¹ indique que l'avortement constitue la troisième cause de mortalité maternelle.

Médecins du Monde est présent en Haïti depuis plus de 25 ans et travaille particulièrement depuis 2014 à l'amélioration de la prévention et de la prise en charge des grossesses non désirées à Port-au-Prince. Ce projet mené en partenariat avec deux organisations de la société civile haïtienne prévoit à la fois de favoriser l'accès à l'information, à l'éducation sexuelle et à la contraception des jeunes, des femmes et des couples, et de renforcer les compétences des personnels soignants pour une meilleure prise en charge des soins post-avortement.

L'association POZ (Promoteurs objectif zéro sida) a notamment mis en place une ligne d'assistance téléphonique destinée à faciliter l'accès des jeunes à l'information pour ce qui concerne la sexualité et notamment les infections sexuellement transmissibles comme le VIH/SIDA. Médecins du Monde travaille avec POZ afin de sensibiliser également les jeunes aux risques liés à la pratique des avortements non médicalisés et de les informer sur les services de santé disponibles pour une meilleure prévention et prise en charge des grossesses non désirées.

Médecins du Monde appuie également l'association SOFA (Solidarités des femmes haïtiennes) dans ses activités de sensibilisation des communautés sur leurs droits en matière de santé sexuelle et reproductive et de promotion des services de planification familiale. SOFA coordonne un réseau d'acteurs de la société civile, dont MdM fait partie, et qui milite pour que les avortements à risque soient reconnus comme problème de santé publique et que le droit des femmes à décider soit pleinement respecté. MdM et ses partenaires sont particulièrement mobilisés autour de la réforme du code pénal initiée début 2016 et qui intègre dans son avant projet la dépénalisation de l'avortement.

1. Enquête Mortalité, morbidité et utilisation des services (EMMUS).

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive pour les populations de Bangui affectées par la crise.

Suite à la crise que traverse le pays depuis le coup d'État de mars 2013, Médecins du Monde intervient en RCA en zone urbaine (Bangui) et rurale (Ombella M'Poko). Avec la crise, l'accès aux soins déjà insuffisant s'est encore dégradé. Comme pour les autres composantes de soins de santé primaires, les services de SSR ne permettent pas de répondre aux besoins de la population ; ce qui a pour conséquence un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde avec 882 décès pour 100 000 naissances vivantes (OMS, 2015). Face à cela et dès la première phase de réponse à l'urgence, l'association a intégré des activités en santé sexuelle et reproductive, en partenariat avec l'ONG locale ACABEF (Association centrafricaine pour le bien-être et la famille, affiliée à l'IPPF).

L'intervention de Médecins du Monde vise à améliorer l'accès à des services de SSR adaptés aux besoins. Pour cela, nous assurons la dotation des centres en médicaments et matériel médical, la formation et le suivi du personnel soignant ainsi que le maintien d'un système de référencement gratuit pour les urgences obstétricales et les VLG.

La dépendance socio-économique des femmes et

des filles dans la société centrafricaine les expose aux viols, aux agressions sexuelles, aux mariages forcés, à l'esclavage sexuel et à d'autres formes de violences liées au genre. La présence de forces et groupes armés augmente le niveau de violence, affectant des milliers de personnes. Ainsi, de nombreux cas de violences sexuelles et autres VLG continuent d'être rapportés, parmi les personnes déplacées comme dans les communautés hôtes. Cependant, le phénomène est certainement sous-estimé car les personnes ayant subi des violences n'ont pas toujours la possibilité d'avoir recours aux services existants.

Ainsi, l'action de Médecins du Monde vise notamment à renforcer la prise en charge multisectorielle des victimes de violences physiques et sexuelles en lien avec les autorités sanitaires, l'ACABEF et l'Association des femmes juristes. Il s'agit de proposer une prise en charge médicale et psychosociale permettant de réduire les complications de ces violences mais aussi d'apporter une assistance juridique aux personnes qui le souhaitent. Par ailleurs, nous travaillons avec des relais communautaires qui permettent d'assurer le lien entre les populations, les personnes affectées par la violence et les structures de santé. Ces relais assurent aussi une sensibilisation des communautés en vue de réduire le stigma vécu par les victimes de violence et de lutter contre le climat d'impunité.





UKRAINE

Renforcer l'accès à la prise en charge médicale et psychosociale des personnes ayant subi des violences liées au genre.

Médecins du Monde intervient depuis juin 2015 dans l'est du pays (Oblast de Louhansk) afin de rétablir l'accès aux soins de santé primaires pour les populations affectées par le conflit. L'association renforce en particulier l'accès à une prise en charge médicale et psychologique des personnes ayant subi des violences liées au genre.

En lien avec le conflit, de nombreux cas de violences ont été documentés par les agences des Nations unies, les ONG et les acteurs locaux, en particulier dans les zones hautement militarisées. On observe ainsi une forte augmentation des violences domestiques et des violences sexuelles.

Si certaines données sur les violences liées au genre en Ukraine commencent à être publiées, les chiffres disponibles sont fortement sous-estimés. En effet, nombreuses sont les victimes qui ne signalent pas ces violences, que ce soit par méconnaissance de la disponibilité des services ou de l'importance des traitements préventifs, par peur de représailles de l'auteur (en particulier lorsque les violences ont été commises par des forces militaires) ou faute d'argent pour payer le traitement ou le transport jusqu'à la structure de santé.

Alors que l'Ukraine a un taux de prévalence du VIH parmi les plus élevés d'Europe, l'accès à la prise en charge médicale et notamment au traitement permettant de prévenir la transmission du VIH est cruciale pour les victimes. D'autre part, de nombreuses personnes résidant dans les zones de conflit ont été témoins, ont subi ou participé à ces violences et sont traumatisées. Sans prise en charge adaptée, ces expériences traumatiques peuvent avoir des effets à moyen et à long terme sur la vie des individus, menacer des générations entières et perpétuer le cycle de la violence.

Face à cette situation, Médecins du Monde appuie les structures de santé du district en formant les professionnels de santé et via le déploiement de cliniques mobiles pour l'identification et la prise en charge médicale et psychosociale des victimes de violences liées au genre. L'association intervient au niveau communautaire en sensibilisant les populations sur la SSR et les violences liées au genre en vue de prévenir ces violences et de renforcer le recours aux services existants. Nous réalisons aussi un travail d'identification et de cartographie des acteurs intervenant sur la problématique des violences liées au genre (juridiques, médicaux, protection et aide sociale) afin d'améliorer la coordination et de proposer une réponse globale aux besoins des victimes.

FRANCE

Améliorer l'accès au dépistage du cancer du col de l'utérus par l'auto-prélèvement HPV chez les personnes précaires.

Chaque année en France, le cancer du col de l'utérus est diagnostiqué chez plus de 3 000 femmes et plus de 1 000 en meurent, soit l'équivalent de trois décès par jour¹.

Le cancer du col de l'utérus est le cancer le plus associé à des inégalités :

- Territoriales entre les régions métropolitaines et plus encore pour les départements d'outre-mer ;
- Socio-économiques.

Actuellement l'examen de référence est le dépistage par frottis cervico-vaginal qui permet de détecter les lésions précancéreuses et cancéreuses existantes.

Malgré un taux de couverture en augmentation, force est de constater qu'il existe de fortes disparités sociales dans la pratique de cet examen. Les femmes bénéficiant de la couverture maladie universelle complémentaire (CMUc) ou de l'aide médicale de l'État (AME) réalisent significativement moins de dépistages que les autres femmes. Selon une enquête menée auprès des populations précaires rencontrées dans les centres d'accueil, de soins et d'orientation (CASO) de Médecins du Monde en 2013², près de 67% des femmes de 25 à 65 ans n'ont jamais effectué cet examen.

La persistance d'une infection à papillomavirus à haut risque (HPVHR) est le facteur essentiel de survenue

d'un cancer du col. L'absence de recours au dépistage constitue un risque majeur de décès par cancer invasif. Les freins au dépistage par frottis sont nombreux et liés, le plus souvent, à la méconnaissance de l'existence et de l'intérêt des dépistages, la peur vis-à-vis de l'examen ou de son résultat, les obstacles économiques et sociaux, la barrière linguistique. Par ailleurs, la faible motivation du médecin pour la pratique des frottis, le manque d'investissement dans l'information et l'orientation des femmes, la relation médecin/patient (pudeur...) sont autant de barrières au niveau du système de santé.

Parallèlement, plusieurs expérimentations autour de l'auto-prélèvement vaginal ont déjà été menées en France. L'auto-prélèvement vaginal est une technique permettant aux femmes de réaliser elles-mêmes le dépistage à leur domicile et de l'adresser à un laboratoire pour analyse. Cette approche semble bien acceptée et de qualité satisfaisante.

Médecins du Monde propose de mettre en place des consultations de prévention en santé sexuelle abordant la question du cancer du col pour les femmes rencontrées dans ses projets. L'objectif est de proposer une information adaptée et de faciliter l'accès au dépistage des femmes précaires et de les accompagner vers un suivi. L'expérimentation sera menée dans plusieurs villes en France (Nantes, Saint-Denis, Lyon, Paris) et surtout plusieurs types de projets, en lieu fixe ou en ambulatoire, auprès de personnes se prostituant, vivant en bidonvilles et/ou migrantes.

1. Duport N., *Données épidémiologiques sur le cancer du col de l'utérus. État des connaissances – Actualisation 2008*. InVS, 2008, 31 p.

2. Enquête Contraception et prévention des cancers féminins chez les femmes en situation de précarité en France, Médecins du Monde, mars 2013.



Crédits : couverture © Getty images, p. 2, 12, 20-21 et 23 © Luc Valigny,
p. 4, 5, 9, 11 et 31 © Olivier Papegnies, p. 7 © Thierry Dubois,
p. 15 © Quentin Top, p. 16 © Andrea Lamount, p. 24 © Benoît Guénot,
p. 27 © Sébastien Duijndam, p. 28 © Lam Duc Hien.

Éditions Médecins du Monde, mars 2016.
Médecins du Monde
62 rue Marcadet
75018 Paris
Tél. : +33 (0)1 44 92 15 15
www.medecinsdumonde.org

Cette brochure a été réalisée avec le soutien financier de l'Agence Française de Développement.
Les idées et opinions présentées sont celles de Médecins du Monde et ne représentent pas nécessairement celles de l'AFD.



En 1994, la conférence du Caire marque un tournant décisif en introduisant et définissant le concept de santé et de droits sexuels et reproductifs. Nous mesurons les progrès réalisés depuis mais restons mobilisés face à la fragilité de ces acquis et aux défis qu'il reste à relever.

La santé sexuelle et reproductive est une priorité d'action de Médecins du Monde et nous luttons pour le droit des femmes à décider de leur sexualité, de leur santé et de leur vie partout dans le monde. La question de l'IVG en particulier reste profondément taboue et fait toujours l'objet de farouches oppositions dans les enceintes internationales. Et pourtant, l'accès universel aux soins de SSR et le plein exercice des droits sexuels et reproductifs sont les prérequis du développement durable et du progrès vers l'égalité de genre.

Dr Françoise Sivignon
Présidente



Soigne aussi l'injustice